

## ACTUALITÉ

Après les élections françaises,  
L'œil du cyclone

Francis Sitel

LE « CHANGEMENT MAINTENANT », ON POUVAIT LE SOUPÇONNER, ce fut, en lieu et place de Nicolas Sarkozy prétendant à un second mandat, l'élection de François Hollande, 7<sup>e</sup> président de la V<sup>e</sup> République. Un second président issu de la gauche. Et ce sous le signe de la *normalité*. Notion suffisamment paradoxale pour mériter analyse.

Seule la tension nerveuse que nous a infligée Nicolas Sarkozy cinq années durant peut expliquer pourquoi cette élection a plongé le pays en l'étonnante situation actuelle. Celle qui voit l'improbable Monsieur Hollande, maire de Tulle, président du Conseil général de Corrèze<sup>1/</sup>, n'ayant jamais exercé de fonction gouvernementale, après avoir remporté successivement les primaires du Parti socialiste et la présidentielle, paraît une fois intronisé Président avoir été secrètement *destiné* à cette éminente fonction. À l'inverse, Sarkozy, dont l'omniprésence agita notre champ visuel un quinquennat durant, semble s'être subitement évanoui, et Paul Thibaud d'écrire : « le sarkozysme, aventure personnelle qui non seulement a échoué, mais semble disparaître de notre horizon comme la fumée d'un foyer éteint »<sup>2/</sup>.

Si le paysage politique – avec une gauche, au pouvoir mais dont on n'attend pas de miracle, et une droite enfin renvoyée dans l'opposition, et dont on observe les soubresauts brouillons –, paraît rétabli dans sa familiarité (autre nom possible de la *normalité*), on pressent que cela ne va sans quelques illusions d'optique.

Sarkozy ayant bien dirigé le pays (il s'agissait davantage qu'un mauvais rêve), ce rétablissement des équilibres oblige à deux constats. L'un que le sarkozysme, contrairement à son ambition affichée<sup>3/</sup>, n'a pas bouleversé la société. L'autre que l'antisarkozysme n'est pas par lui-même porteur d'une dynamique de transformation sociale.

On retrouve ici l'épineux problème de déterminer ce que le sarkozysme fut (est ?<sup>4/</sup>) à la droite. Cette droite pour laquelle Nicolas Sarkozy a bien

<sup>1/</sup> Se rappelle-t-on que François Hollande avait un temps conditionné son éventuelle candidature présidentielle à sa réélection lors des élections cantonales ?

<sup>2/</sup> Paul Thibaud, « Droite déconsidérée, gauche inactivée », in *Le Débat*, n° 171, septembre-octobre 2012.

<sup>3/</sup> En 2007 l'éditorialiste du *Figaro* expliquait

que le Parti socialiste ne reconnaîtrait plus la société française lorsqu'il voudrait s'adresser à elle en 2012.

<sup>4/</sup> On sait ce qu'il en est des objets encombrants qu'on a enfin réussi à éliminer : remisés dans quelque placard, ils peuvent toujours réapparaître de manière inopinée.

## ACTUALITÉ

travaillé, multipliant les réformes qui ont fait sauter nombre de verrous protégeant les acquis sociaux gagnés au long des décennies précédentes et faisant obstacle à la déferlante de l'ultralibéralisme. Mais il l'a fait par un mode de gouvernement qui a provoqué dans la population (y compris une part de sensibilité conservatrice) une allergie à son égard, provoquant ce puissant mouvement de rejet dont la droite paye la note au prix fort. Bien des analyses de divers bords convergent sur l'idée qu'aux yeux des Français Sarkozy s'est rendu coupable, de par son style, son impudeur et sa vulgarité, d'une délégitimation de la fonction présidentielle. Mais la question reste ouverte de savoir s'il aurait pu faire ce qu'il a fait en étant autre que ce qu'il est. En d'autres termes, la politique de Sarkozy eût-elle été applicable privée de la personnalité de Sarkozy ?

Bien des signes semblent indiquer qu'à cette question l'UMP n'est pas près de trouver la réponse. L'affrontement entre Copé et Fillon pour la conquête de sa présidence le confirme, montrant celui-là endossant la défroque de Sarkozy, au point d'en mimer les pires grimaces, celui-ci superposant un profil psychologique exactement opposé à celui de l'ex-Président à son bilan d'efficace maître d'œuvre de la politique menée au long du quinquennat.

### Que peut la gauche ?

À gauche, François Hollande avec beaucoup de lucidité politique a su construire la réponse crédible à la puissante aspiration d'en finir avec Sarkozy, faisant jouer habilement, et apparemment à contre-usage, les ressorts de la V<sup>e</sup> République : face à celui qui prétendait se hausser au rang de sauveur de la nation (le capitaine apte à gouverner le navire dans la tempête), il s'est présenté comme l'homme providentiel dans la situation parce sans qualités ostentatoires. Quel contraste entre cette grisaille habilement entretenue et les flamboiements de mai 1981, lorsque Mitterrand, au terme d'une longue marche pour imposer la gauche unie face à une droite pleine de morgue aristocratique, annonçait la « rupture avec le capitalisme » et promettait de « changer la vie » !

Aujourd'hui, après que le volontarisme politique, qui était la marque de fabrique de Sarkozy, et lui avait assuré son triomphe en 2007, soit venu se briser sur le mur de la crise économique, libérant toute l'amertume des engagements fallacieux, l'alternance s'opère sans dynamique politique effective. Parce que le candidat socialiste s'est gardé de nourrir d'illusions les espérances populaires, modérant sa dénonciation de la « finance sans visage » et rognant ses promesses au rabot de la « rigueur juste ».

Le Parti socialiste a donc gagné, vigoureusement à la présidentielle, triomphalement aux législatives, mais dans un climat de désabusement car dominé par un grand scepticisme quant à ce que peut être l'efficace réelle de

l'action politique<sup>5/</sup>. Pour la droite, on a vu ce qu'il en était, et pour la gauche on craint de ne pas voir grand chose...

Une sourde inquiétude qu'avive le sentiment que la placidité affichée par le nouveau président détonne au regard du fait que rarement un pouvoir nouvellement élu ne s'est trouvé confronté à tant de périls : une crise du capitalisme d'une gravité n'ayant d'autre précédent que celle des années 1930, et crise d'un capitalisme mondialisé et financiarisé face auquel les politiques nationales paraissent grandement impuissantes, une crise écologique qu'on s'efforce de refroidir au nom des urgences économiques, une crise de l'euro qui paraît sans issue et menace l'Union européenne d'une possible désagrégation dont on peine à imaginer les effets dévastateurs... D'où cet apaisement qu'on sait provisoire et fragile. Comme le dit Stéphane Rozès, « non un état de grâce, mais un état de gravité : le pays retient son souffle »<sup>6/</sup>...

Si les années 1930 représentent la référence obligée pour tenter de comprendre à quoi peut conduire une telle crise, il faut noter que les salariés d'aujourd'hui se trouvent moins engagés dans une épreuve de force frontale, avec une classe adverse visible et tonitruante (le « Mur de l'argent », les « 200 familles » et leurs bandes armées...), que frappés par des chocs perçus comme venant de l'extérieur : des économies asiatiques happant nos entreprises et nous inondant de leurs marchandises, donc détruisant notre industrie et nos emplois, des marchés financiers justifiés à nous étrangler compte tenu de notre longue insouciance à nous endetter hors de raison...

La crise s'inscrit douloureusement dans le quotidien de millions de gens par l'extension effrayante du chômage et de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat, le recul des services publics, avec l'effritement en résultant des conditions de vie, en matière de logement, de transports, de reculs dans les domaines de la santé, de l'éducation..., obscurcit le futur des générations à venir. Mais elle apparaît grandement incompréhensible puisque, faute de mise en lumière des mécanismes du capitalisme contemporain, on en vient à pointer un doigt accusateur vers d'inquiétants acteurs tramant des desseins maléfiques : les marchés financiers, la Chine, l'Europe de Bruxelles, l'Allemagne d'Angela Merkel, tel ou tel grand patron vorace... Une confusion qui aggrave un climat anxigène, où résonne en écho un « ça va mal finir ! »... Ne reste qu'à déplorer la dégradation de la société : les déchirures multiples du tissu social, les inégalités sans cesse aggravées, les fracturations du territoire, qui voient se juxtaposer métropoles branchées sur les réseaux mondiaux et les zones péri-urbaines en perte de repères spatiaux-temporels. Et à craindre que ce qui arrive à la Grèce préfigure ce qui nous attend tous.

<sup>5/</sup> Cf. Éric Dupin : « Le changement de couleur du pouvoir politique n'a, dans l'esprit de la plupart de nos concitoyens, plus d'incidence sérieuse sur leur propre condition sociale. Pis encore, la tendance dominante est désormais de considérer que le sort même du pays ne sera, en réalité, affecté qu'à la marge par le

verdict des urnes. Un désabusement populaire dont il faut bien confesser qu'il n'est pas sans quelques fondements. » Article de Éric Dupin, « Le drôle de retour de la gauche au pouvoir », in *Le Débat*, op. cit.

<sup>6/</sup> Stéphane Rozès, « Le sens de l'alternance », in *Le Débat*, op. cit.

## ACTUALITÉ

D'où, si l'on en croit Stéphane Rozès, l'importance prise par le thème de la nation, qui est venu s'inscrire au cœur de l'imaginaire politique mobilisé par la campagne présidentielle : « Sommes-nous condamnés à renoncer à ce que nous sommes ou périr ? »<sup>7/</sup>. Face à Sarkozy mobilisant les angoisses collectives pour provoquer l'appel au sauveur, Hollande invoqua le « génie français » porté par « l'idée d'égalité ». Tandis que Mélenchon ravivait la flamme de la nation révolutionnaire...

Mais ce recentrage autour des termes « la France, la République, la Nation » a aussi impliqué Marine Le Pen, dont le succès, aussi impressionnant que de mauvais augure, indique que l'obsession identitaire qu'elle leur imprime entre en résonance avec les fractures sociales soulignées plus haut et les angoisses générées par la crise.

### Retour sur quelques enseignements électoraux

La victoire de François Hollande était annoncée, et espérée à la mesure du désir d'écarter Sarkozy. De ce fait la perception qu'on en a eue, laquelle fut renforcée par l'écrasante victoire du Parti socialiste aux législatives, un PS majoritaire à lui seul, écrasant l'adversaire de droite et marginalisant ses concurrents du Front de gauche rétif à la satellisation acceptée par les alliés de la majorité présidentielle (EELV, Parti radical, DVG, MRC...), a pu conduire à surestimer la dynamique de changement dont on l'espérait porteuse.

Avec quelques mois de recul les analyses à présent apportées permettent de préciser ce que furent ces élections décisives, de mieux mesurer les rapports de force et ce qu'ils sont susceptibles d'indiquer des évolutions à venir.



<sup>7/</sup> Idem.

Il faut d'abord constater les limites de la victoire de François Hollande, qui a rassemblé au 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle 18 millions de voix, soit 51,64 % des exprimés, mais seulement 39,06 % des inscrits (ce dernier score étant le plus bas des présidents de la V<sup>e</sup> République). L'écart entre lui et Nicolas Sarkozy fut de 1,1 million de voix, nombre à rapporter aux 2 millions de bulletins blancs et nuls, qui incluent une bonne part d'électeurs du Front national ayant refusé de rallier Sarkozy au deuxième tour, et surtout nombre d'électeurs de droite pour qui il était impensable de voter pour le candidat de gauche, mais impossible de reconduire le président sortant. On retrouve ici l'idée que l'échec de Sarkozy est aussi dû à un rejet qui a existé dans l'électorat conservateur, même si son score étonnamment fort du 2<sup>ème</sup> tour témoigne également de sa capacité à convaincre les électeurs de 2077 qu'il avait rebutés à surmonter leurs réticences à son égard pour faire barrage au candidat de gauche<sup>8/</sup>.

C'est surtout la situation du PS qui demande à être interrogée. Sa puissance institutionnelle est impressionnante : il dirige la majorité des conseils généraux et des municipalisés des grandes villes, la quasi totalité des conseils régionaux, il est à présent majoritaire au Sénat, il détient la présidence et la majorité de l'Assemblée nationale... Pourtant la gauche qui a voté la confiance au gouvernement Ayrault au 2<sup>e</sup> tour des législatives a rassemblé 10 347 043 voix, soit 39,87 % des exprimés. Même si les deux élections ne sont pas comparables, force est de constater que profitant du seul ressort fort ayant motivé les électeurs pour aller voter aux législatives, qui était de valider leur vote pour François Hollande à la présidentielle, le PS n'a obtenu le vote que de 22,45 % des électeurs inscrits (à mettre en relation avec les 331 députés élus au nom de la majorité présidentielle, soit plus de 57 % des sièges).

On constate donc une distorsion impressionnante entre la puissance institutionnelle du PS et la force électorale justifiant celle-ci, et au-delà les étroites limites de sa base sociale. On en viendrait facilement à évoquer l'image d'un colosse aux pieds d'argile, mais ce serait oublier que dans notre société la puissance institutionnelle a aussi valeur de puissance politique et sociale.

À quoi Éric Dupin ajoute que François Hollande « devra compter avec une majorité politique plus fragile que le résultat du scrutin législatif ne le laisse supposer »<sup>9/</sup>. Certes, l'hégémonie du PS lui permet non seulement de contenir les forces centrifuges en son sein, de soumettre EELV, de marginaliser la représentation parlementaire du PC et du Front de gauche, et de réduire l'espace électoral de l'extrême-gauche à ses limites les plus basses.

On est donc dans une situation fort différente de celle de la période de l'Union de la gauche, voire encore de la Gauche plurielle. Mais il s'agissait

alors d'une distribution des rôles assurée de manière stable. Aujourd'hui, à l'inverse tout paraît fragile, et on ne peut écarter de possibles renversements de situation. L'indépendance

<sup>8/</sup> Au mois de mars les sondages indiquaient que 63 % des Français se déclaraient « mécontents » de Nicolas Sarkozy, contre 36 % de « satisfaits ».

<sup>9/</sup> Éric Dupin, art. cit.

## ACTUALITÉ

politique affirmée par le Front de gauche à l'égard de la majorité présidentielle, doublement confirmée par le refus de voter la confiance et le vote négatif sur le traité européen, les indocilités d'EELV, les critiques qui s'expriment dans la gauche du PS sur le traité européen peuvent être compris comme autant de signes précurseurs d'un rapide affaiblissement de l'autorité du PS.

D'autant que le gouvernement, très vite confronté aux plans de licenciements que le patronat avait retardés pour l'après-élections, se voit condamné à faire montre de son incapacité à apporter les réponses que les travailleurs concernés sont en droit d'attendre, voire d'une évidente pusillanimité face aux exigences du MEDEF.

Il est clair que, compte tenu des crises existantes, ce sont de redoutables défis auxquels il va se trouver confronté dans les mois à venir, puisque les crises économique et européenne, loin d'être solubles dans la normalité, vont s'aiguïser.

### La crise démocratique

Situation à quoi il faut ajouter cette crise supplémentaire qu'est l'état de la démocratie en ce pays. Là encore l'apaisement ne saurait être que provisoire : Sarkozy a payé l'exacerbation de l'autoritarisme inscrit au cœur des institutions de la V<sup>e</sup> République, ce que François Hollande a su exploiter à son profit. Mais il l'a fait en jouant d'une formidable ambiguïté. Il est apparu comme incarnant la promesse d'une autre manière de gouverner, tout en se revendiquant d'une adaptation accrue à ces mêmes institutions et aux mécanismes pervers de la prétendue « démocratie d'opinion » (avec le rôle déterminant des sondages, donc des images et des formules simplificatrices...), en particulier via les primaires pour la désignation du candidat du PS. Un évolution à laquelle les dirigeants du PS, au premier desquels François Hollande, consentent officiellement. Ils n'hésitent pas à théoriser que le problème démocratique n'est pas celui des institutions de la V<sup>e</sup> République (dont l'élection au suffrage universel du président et des pouvoirs qui lui sont donnés), avec par voie de conséquence, et en tout bon sens<sup>10/</sup>, le calendrier qui soumet à l'élection présidentielle les législatives, vidant celles-ci de ce que devrait être leur enjeu (*quelle politique ?*), comme viennent de le confirmer de manière spectaculaire les élections de juin 2012. Le ralliement au présidentielisme, avec l'anémie croissante du parlementarisme en résultant, est accepté par le nouveau président, qui se contente de mettre en œuvre un autre usage de ces institutions qu'on ne conteste plus<sup>11/</sup>.

Cette conception présidentialiste (dont on peut craindre qu'elle va être renforcée au sein du PS par la récente victoire de son candidat) appelle, si

<sup>10/</sup> Cf. Lionel Jospin : « Si le président reste élu au suffrage universel, il est clair qu'il doit être désigné avant les députés », in *Lionel raconte Jospin* (2010).

<sup>11/</sup> Cf. François Hollande : « Il ne s'agit pas de changer de régime, au sens où il faudrait d'abord changer de République ou, à tout le moins, de Constitution : des réformes institutionnelles sont nécessaires, mais n'installons

pas un nouveau leurre laissant penser qu'en modifiant quelques articles de la loi fondamentale, on aurait fait l'essentiel. Non, c'est un changement dans les esprits, qu'il faut engager [...] Changer le pouvoir, son exercice, ses rythmes, son usage. » François Hollande, *Devoirs de vérité*, entretien avec Edwy Plenel (2006).

l'on veut contrecarrer les dérives du pouvoir personnel et conserver un minimum de vitalité parlementaire, un bipartisme fonctionnel. Or, derrière les apparences d'un renforcement de celui-ci (un PS hégémonique à gauche, une UMP fédérant les diverses droites de manière durable, et un mécanisme d'alternance régulée entre l'un et l'autre), les ratés sont évidents, et c'est pour le moins un bipartisme claudiquant sinon impotent qu'on observe.

D'une part, l'hégémonie incontestable du PS n'a pas étouffé sur sa gauche une offre politique qui avec le Front de gauche sort renforcée de la séquence présidentielle. D'autre part, et là est sans doute le problème décisif pour l'avenir, le Front national s'est réaffirmé comme un acteur majeur du jeu politique, exerçant une pression considérable sur une UMP travaillée, au sortir de la séquence sarkozyste, par un fort mouvement de droitisation. Certains analystes, non sans raison, voient dans ce mouvement de droitisation un facteur déterminant des évolutions politiques à venir, en ce qu'il entraînerait un glissement général de l'ensemble du champ politique, une inversion de la « sinistrisation » qui de longue date apparaissait être une loi de l'évolution électorale française<sup>12/</sup>.

C'est pourquoi il convient d'observer de ce point de vue ce qu'a révélé l'élection présidentielle. Nicolas Sarkozy a été battu, mais pas sous la forme de la défaite humiliante qu'annonçaient les sondages, laquelle eut libéré l'UMP de son héritage encombrant. Son résultat somme toute raisonnablement honorable lui lègue au contraire un encombrant héritage. La campagne droitiste à l'excès menée par Sarkozy, qui a exacerbé tout ce que son entreprise de captation de « l'identité nationale » avait installé, empruntant au Front national nombre de ses thèmes pour concurrencer celui-ci sur son terrain et une nouvelle fois récupérer ses électeurs, loin d'avoir provoqué sa défaite comme certains le croient, lui a permis entre les deux tours de la présidentielle de rattraper une partie de son retard pour atteindre ce résultat inespéré de 48,36 % des exprimés, au point à la veille du 2<sup>ème</sup> tour d'apparaître en capacité de faire se croiser les courbes d'intentions de vote.

Une sorte d'exploit qui conduit aujourd'hui Copé à enfourcher de sinistres chevaux de bataille pour gagner la présidence de l'UMP (par exemple la dénonciation du « racisme anti-Blancs »), et plus sinistre encore cette donnée que révèlent certains sondages : au terme de la présidentielle, ce sont deux tiers, et non plus un tiers, des électeurs UMP qui se déclareraient favorables à une alliance avec le Front national.

### Où va l'UMP ?

L'UMP se voit placée devant un dilemme, qui est d'abord électoral, mais que l'action de Sarkozy a investi d'un contenu autre. La question pour elle de savoir comment regagner une majorité électorale est piégée : l'arithmétique,

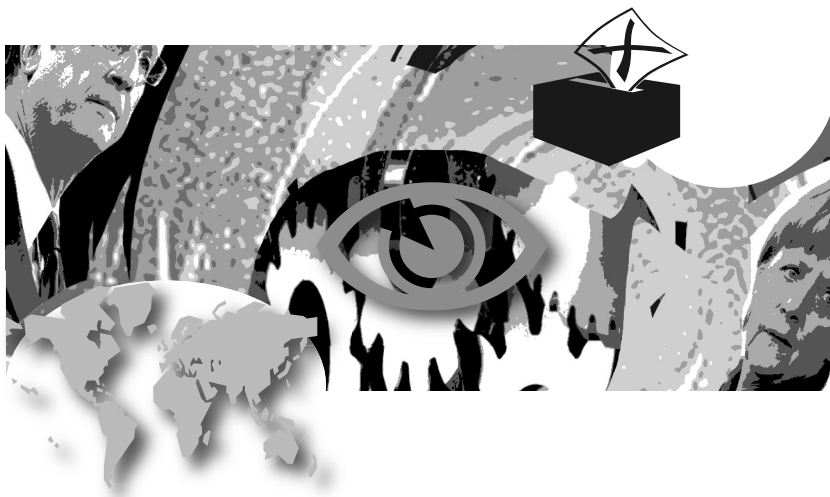
<sup>12/</sup> Marcel Gauchet, « Les paradoxes d'une élection » ; un échange entre Marcel Gauchet et Roland Hureaux, in *Le Débat*, op. cit.

à présent confortée par l'évolution de l'état d'esprit des électeurs, elle-même résultant du discours et des actes de

## ACTUALITÉ

Nicolas Sarkozy, conduit à envisager l'alliance avec le Front national, laquelle se paierait de défections du côté de l'électorat centriste, voire conservateur mais républicain, et entraînerait des fractures insurmontables au sein de l'UMP. Inversement une attitude de refus principal d'accords avec le Front national conduira à des choix autonomes de certains élus et à des échecs électoraux d'autres. Plus profondément, c'est l'existence même de l'UMP qui se trouve posée dans sa capacité à fédérer les diverses familles de la droite. Alors que sa droitisation conduit inéluctablement ce parti à être de plus en plus perméable à la pression qu'exerce sur lui le le Front national (pourquoi maintenir une division coûteuse électoralement dès lors qu'on défend des thèmes de plus en plus semblables ?), cette alliance lui est interdite par son identité républicaine qui est garante de son rôle comme parti central de la vie politique et représentant des intérêts fondamentaux de la bourgeoisie, en particulier en ce qui touche au choix de celle-ci de l'insertion dans l'Union européenne. Ce qui signifie qu'une éventuelle recomposition à droite, entre le Front national et les secteurs de l'UMP de sensibilité « droite populaire », impliquerait une cassure de l'UMP. Et, si l'opération dépasse le cadre d'un ralliement au FN, pour viser la constitution d'un parti ultra conservateur ambitionnant la conquête du pouvoir, elle supposerait aussi une évolution profonde du FN lui-même, en miroir de celle possible d'une partie de l'UMP, l'amenant à renoncer à son traditionnel « ni droite, ni gauche », à la dénonciation de « l'UMPS », afin d'opter en faveur d'une « deuxième droite », ultra conservatrice et réactionnaire, à l'image du Tea Party américain, et sans doute, sauf crise explosive de l'Union européenne, à corriger son discours prônant la sortie de l'Union européenne.

Les données évoquées ne dessinent pas des lignes de pente fatales. Mais elles invitent à écarter l'image rassurante d'une vie politique apaisée, bercée qu'elle serait par la concrétisation d'une alternance espérée, dans l'attente de la suivante. Avec les élections partielles de 2014 et 2015 pour banaliser la voie jusqu'en 2017, et permettre aux ambitieux de tester la croissance de





leurs crocs. Il convient, au contraire, de s'intéresser aux urgences stratégiques auxquelles sont soumises toutes les forces politiques. En effet les évolutions possibles de tel ou tel segment du champ politique interagissent, sans que l'une puisse intervenir en autonomie et déterminer les autres. Et ce, tant que ce même champ ne se trouve pas bouleversé par un événement imprévisible : une explosion de la zone euro, une grande faillite bancaire précipitant une crise économique catastrophique, ou en positif un soulèvement populaire modifiant radicalement les rapports de force entre classes...

### Ce qui est vrai pour la droite l'est aussi pour la gauche

François Hollande est investi d'une double mission décisive pour le devenir du PS. La première était d'exorciser la malédiction qui semblait peser sur ce parti, capable de remporter toutes les élections, à l'exception de la présidentielle. Il a démontré qu'il était possible de rééditer l'exploit de Mitterrand. La seconde est de relever le défi de l'exercice du pouvoir dans la durée, non pas à l'exemple de Mitterrand au prix d'une conversion politique et d'un renoncement aux engagements pris devant le peuple (avec le tournant de la rigueur de 1982-1983, puis l'art de maîtriser les cohabitations avec la droite), mais en assumant et en faisant accepter le réalisme politique qui est celui du parti social-libéral qu'est devenu le PS<sup>13/</sup>. François Hollande, tirant les leçons de l'échec de Lionel Jospin en 2002, a défini la stratégie permettant de relever ce double défi. Et ce dès les années dessinant la perspective de 2007, mais il ne put alors la mettre en œuvre déstabilisé qu'il fut par la division du PS face au référendum sur le TCE. À présent, ayant gagné la première manche (le succès à la présidentielle), il lui reste à faire accepter sa politique et gagner le pari de la durée (comme pour Sarkozy en 2007, l'horizon étant celui d'un second quinquennat).

Mais dans le contexte actuel de crise du capitalisme et de crise de l'Union européenne, alors que le choix des classes dirigeantes européennes est celui de l'austérité, l'acceptabilité par le peuple et par l'opinion de gauche d'un tel réalisme est loin d'être assurée. Et c'est l'identité même du PS qui se trouve interrogée, non pas sa tradition social-démocrate, mais bien ce qu'il est présentement : le PS parti dominant de la gauche.

Paul Thibaud<sup>14/</sup> formule de manière pertinente le problème lorsqu'il analyse l'ambiguïté de ce parti, qui est à la fois *la gauche*, ce qui lui permet face à la

<sup>13/</sup> Cf. François Hollande : « L'aventure personnelle de François Mitterrand au sommet de l'État a masqué ce fait : la gauche n'a jamais réussi à s'installer dans la durée en convainquant les électeurs de prolonger son action ». « Aussi, l'enjeu aujourd'hui, c'est de réconcilier durablement la gauche avec son électorat », *op. cit.*

<sup>14/</sup> Paul Thibaud, « Depuis que l'unité existe, on continue d'employer deux désignations mais

pour un seul objet, considéré sous des angles différents. On dit « la gauche » pour élever les cœurs et « le PS » pour parler des hommes politiques. La gauche est donc à la fois un appareil et, ce que la droite n'est évidemment pas, un idéal. Ce passage de la division à l'ambiguïté a accompagné l'union de la gauche, il est la conséquence de la manière dont cette refondation s'est faite sous la V<sup>e</sup> République. », *op. cit.*

## ACTUALITÉ

droite de mobiliser les aspirations populaires en sa faveur, et qui dans le même temps est aussi *le PS*, un appareil politique qui, de par sa réalité sociale et par la politique qu'il mène à partir de ses positions de pouvoir, se révèle fort éloigné de ces mêmes aspirations populaires, voire, quelles que soient ses habiletés rhétoriques, en opposition frontale avec elles lorsqu'il est amené à relayer les impératifs européens placés sous le signe de l'austérité et de l'autoritarisme technocratique.

Ce PS-là en vient mécaniquement à opérer un rapprochement avec la droite conservatrice, avouant un consensus avec l'UMP quant à ce que sont les fondamentaux de la politique possible dans la situation actuelle : le combat pour contenir l'endettement, la résorption des déficits publics... Sachant que de cette politique les conséquences inéluctables sont la récession, l'aggravation du chômage, l'affaiblissement des services publics et la mise à mal d'une démocratie déjà dégradée.

Ce rapprochement, vers un « centre droitisé », entre PS et UMP, au nom d'incontournables traités européens et de l'impératif catégorique de la réduction de la dette par l'austérité, tend à estomper le clivage gauche/droite et dessiner en pointillés une possible logique d'« union nationale ». Cette évolution sert, à droite, un FN dont la vocation est de substituer à ce clivage qui réfère à des coordonnées sociales et politiques (exploiteurs/exploités, au moins minorités privilégiés/classes populaires) un clivage social-identitaire (« nous »/« eux », nous victimes d'une société dure et injuste, eux les étrangers, les parasites...), et ainsi de capitaliser électoralement les mécontentements et ressentiments qu'alimentent les crises politiques et sociales.

Ce déplacement du centre de gravité du champ politique élargit à l'autre bord l'espace politique du Front de gauche, qui affichant des positions de classe et proposant une politique alternative à celle menée par le gouvernement socialiste, peut disputer *la gauche* à un PS qui ambitionne d'en monopoliser la représentation.

Le Front de gauche et l'ensemble des forces se situant à gauche du PS sont confrontés à ce défi de l'alternative au social-libéralisme appliqué au niveau gouvernemental dans un contexte de crise systémique du capitalisme. Cette alternative n'est pas installée dans la conscience collective comme une politique effectivement et immédiatement appréhendable, ouverte au débat démocratique et disponible comme recours dès lors que celle actuellement menée aura échoué ou sera majoritairement jugée négativement. Elle demande à être construite progressivement, dans le champ des idées afin de convaincre qu'une rupture avec le système est non seulement nécessaire mais *possible*, et dans les luttes de classe par la démonstration faite pratiquement que, par la mobilisation, on peut faire reculer l'adversaire, desserrer les contraintes imposées par le système et imposer des mesures favorables aux salariés, ouvrant une autre voie que celle de la régression sociale et démocratique.

Une entreprise qui suppose d'éviter deux écueils. Celui d'apparaître comme conseillant le gouvernement pour le tirer à gauche, donc croyant, ou apparaissant vouloir faire croire, qu'il est possible d'orienter positivement la

politique d'un PS qui ne ferait que s'égarer par ignorance ou insouciance dans l'alignement sur les impératifs capitalistes et les logiques étatiques. L'autre étant de considérer qu'il suffit de s'ériger en « opposition de gauche » au pouvoir socialiste pour concrétiser et crédibiliser l'existence de cette alternative. Une tentation que conforte l'idée d'une sorte de symétrie dans les positionnements sur l'échiquier politique de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche. Le constat que le FN quasi mécaniquement capitalise le mécontentement qu'alimente la politique du PS peut conduire à l'idée d'une « course de vitesse » entre celui-ci et ladite « opposition de gauche »<sup>15/</sup>, qui induit une espèce d'effet miroir entre l'insertion et l'intervention de l'autre « opposition ». Or, il n'y a aucune équivalence entre, d'une part, le mécanisme de politisation de la désespérance sociale et du ressentiment au profit de l'atomisation individuelle et du repli identitaire, et, d'autre part, la construction de l'espoir collectif, celui d'une rupture positive avec les politiques capitalistes, de l'existence d'une perspective d'émancipation sociale. Formidable défi qui interdit, pour être relevé, tout raccourci et toute facilité.

### **TSCG : l'acid test**

On ne le voit que trop avec le rendez-vous européen fixé par l'accord entre Sarkozy et Merkel : le gouvernement socialiste ne saurait échapper à des choix décisifs. Ce qu'il s'évertue malgré tout à faire. Non content de ruser avec l'engagement pris par François Hollande lors de la campagne de renégocier ledit traité, le gouvernement développe une argumentation à géométrie variable. D'un côté dramatisant l'enjeu, par l'accusation portée contre ceux qui s'y opposent de ne pas avoir l'honnêteté de reconnaître que leur véritable objectif est de sortir de l'euro, voire de l'Union européenne (recours au traditionnel chantage, rodé lors de chacune des grandes échéances de la construction européenne, qu'un refus du traité imposé relève d'une posture anti-européenne, cède à la tentation du repli national). Ce au risque d'alimenter les bien réelles réactions nationalistes dont on voit la montée en puissance un peu partout en Europe. De l'autre, un discours de neutralisation de l'enjeu, pour prétendre que rien de grave n'est en cause, qu'il s'agit d'une simple confirmation de l'existant, certains dirigeants socialistes n'hésitant pas à expliquer qu'en tout état de cause cet objectif des 3 %, puis des 0,5 % de déficit, n'est en rien un tabou, qu'étant en réalité inatteignable il devra être contourné. Cette fois au risque d'affoler des marchés financiers dont on nous répète qu'il est vital de les rassurer. Et, pour couronner le tout, et sans craindre de dire tout et son contraire,

<sup>15/</sup> Cf. Olivier Besancenot qui, dans son livre *On a voté et puis après ?* (éditions du Cherche midi), explique de manière argumentée : « une course de vitesse s'engage politiquement entre l'extrême droite, d'un côté, et le camp anticapitaliste, de l'autre », et ajoute : « Or, il n'y a aucune fatalité à laisser le leadership de l'opposition à l'UMP ou à Marine Le Pen ».

est développé le thème que la règle de réduction des déficits publics n'est en rien dictée par les instances européennes, mais correspond à une obligation politique et morale purement nationale, de responsabilité à l'égard des générations à venir.

## ACTUALITÉ

Force est de constater qu'après la rigueur de 1983 imposée au nom du maintien dans le serpent monétaire européen, qu'après le traité de Maastricht instaurant l'euro, et le traité de Lisbonne avalisé par Lionel Jospin malgré ses engagements antérieurs, puis la bataille pour le oui au TCE, et après la victoire du non un texte recyclé et adopté par un vote à l'arraché en congrès, la direction du PS une nouvelle fois opte pour des choix européens qui déterminent ce que pourra être ou ne pas être la politique dans les années à venir, et feint ne pas comprendre que ce type de traité établit une ligne de partage des eaux entre les possibles politiques.

Les lignes de fracture sur cette question sont apparentes dans tout le champ politique, mettant chacun des partis et chacune des alliances, effectives ou potentielles, devant des options décisives pour leur existence même. On a évoqué combien les recompositions possibles entre droite et extrême-droite sont conditionnées par la question du choix européen des uns et des autres. La direction du PS pour sa part ne saurait ignorer ou sous-estimer la gravité du choix qu'elle fait en avalisant ce nouveau traité européen, à l'heure où l'euro dont on avait promis lors du débat sur le traité de Maastricht qu'il allait assurer l'Europe comme première puissance économique du monde, alors qu'il est aujourd'hui au bord de l'explosion et que l'Europe se trouve au cœur de la crise économique mondiale. On ne peut que partager le jugement de Marcel Gauchet qui explique : « Cette question européenne divise aussi très profondément la gauche, au point qu'elle pourrait se révéler la pierre d'achoppement du quinquennat de Hollande. Lui qui a inscrit si fidèlement ses pas dans le chemin tracé par son maître François Mitterrand, il risque d'être le Président qui aura à gérer les conséquences de l'échec du grand dessein miterrandien : compenser le fiasco du projet socialiste par la magie supposée du projet européen. »<sup>16/</sup>

La situation qui s'ouvre va concrétiser une question incontournable pour quelque force que ce soit qui est de décider si la crise capitaliste oblige à une fuite en avant dans l'ultralibéralisme, donc l'austérité et la régression démocratique, et si l'alternative se pose en termes de repli national, ou à l'inverse comme déploiement d'une politique visant à la mobilisation des peuples à l'échelle européenne, pour imposer une alternative sociale et démocratique à ce qui est actuellement à l'œuvre. Avec les réorganisations politiques et organisationnelles que ces différentes réponses possibles imposeront nécessairement.

<sup>16/</sup> Marcel Gauchet, *op. cit.*